



Schweizerische Eidgenossenschaft

Confédération suisse

Confederazione Svizzera

Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi

Check against delivery

68^e session de l'Assemblée générale

Première commission

Armes nucléaires Nuclear Weapons

New York, le 21 octobre 2013

S.E. M. Bénno Laggner

Chef de la Division Politique de sécurité (DPS)

Ambassadeur pour le désarmement et la non-prolifération nucléaires

Monsieur le Président,

Depuis l'adoption des conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 2010, la **dimension humanitaire** a acquis une importance grandissante.

Nous sommes heureux de constater que les discussions portant sur les faits relatifs à l'impact humanitaire immédiat et dans la durée de l'utilisation des armes nucléaires, entamées par les Etats et les organisations internationales et non gouvernementales en début d'année lors de la **Conférence d'Oslo**, se poursuivront et seront approfondies l'an prochain au **Mexique**.

Ces discussions soulignent le **réel besoin d'accomplir des progrès significatifs** en matière à la fois de désarmement et de non-prolifération. Nous espérons qu'elles déboucheront **sur une attention accrue et une détermination politique réaffirmée au sein des divers forums** quant à la nécessité de s'attaquer au défi global que constituent les armes nucléaires.

La Suisse est convaincue que mettre l'accent sur les effets des armes nucléaires et des souffrances humaines inacceptables qu'elles provoqueraient contribuera à renforcer **le tabou entourant ces armes**, mais aussi et surtout, à consacrer à jamais le non-recours aux armes nucléaires en cours depuis 1945.

De plus, nous espérons que cette dimension humanitaire pourra faire évoluer les débats conceptuels sur les moyens de placer les armes nucléaires sur le même plan que les autres armes de destruction massive, qui font déjà l'objet d'interdictions complètes à l'échelle mondiale en raison de leurs effets inacceptables. Il est encourageant de voir que la **société civile** s'est engagée avec succès dans ce débat, et nous mesurons combien son rôle est important en vue de faire avancer ce dossier.

Monsieur le Président,

La Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire du 26 septembre dernier a montré qu'une **action collective et systématique** sera nécessaire pour faire face aux risques que font peser les armes nucléaires. Ceci s'applique aux trois domaines suivants :

- **Les obligations et accords existants doivent être fidèlement appliqués** et se traduire par des actions concrètes.
- En complément des instruments existants, nous avons besoin **d'accords plus fermes et d'une portée accrue**.
- Des enceintes multilatérales fonctionnelles sont nécessaires pour parvenir à de nouveaux accords : il est donc crucial **de procéder à la revitalisation des institutions existantes et de favoriser l'émergence de dispositifs et structures novateurs**.

Monsieur le Président,

Le respect du régime de non-prolifération nucléaire fondé sur le TNP est fondamental. Aussi, la mise en œuvre complète des résultats des conférences d'examen constitue-t-elle un enjeu majeur pour la crédibilité du TNP. Il est ainsi essentiel d'assurer le **suivi des résultats de la conférence de 2010 et des précédentes conférences d'examen du TNP**.

A cet égard, l'un des facteurs déterminants est de **progresser vers la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient**. La vive réaction internationale qu'a suscitée le récent usage d'armes chimiques en Syrie doit fournir une occasion unique pour faire progresser cet ambitieux projet. Nous continuons à soutenir pleinement les efforts du facilitateur finlandais pour organiser au plus vite une conférence à Helsinki. C'est là un enjeu crucial pour le Moyen-Orient et pour le régime du TNP. De surcroît, un tel développement est important car de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires sont des éléments constitutifs essentiels pour bâtir un monde sans armes nucléaires.

Nous sommes préoccupés de voir que des parties entières du **plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen de 2010** n'ont pas encore été mis en œuvre. Plus précisément, les objectifs liés au désarmement sont loin d'avoir été atteints. Nous encourageons donc les Etats dotés de l'arme nucléaire à intensifier leurs efforts dans la perspective de leurs **rapports attendus pour 2014**. Nous les enjoignons notamment à :

- repenser le rôle des armes nucléaires dans leurs doctrines de sécurité,
- réduire leur dépendance à l'égard des armes nucléaires,
- pour ceux maintenant des armes nucléaires prêtes à être lancées en quelques minutes, baisser leur niveau d'alerte,
- cesser de moderniser leurs systèmes d'armes nucléaires et, bien entendu,
- diminuer encore leur arsenal de tout type d'armes nucléaires (stratégiques et non stratégiques, déployées et non déployées).

Nous avons des attentes élevées quant à des progrès concrets découlant du processus engagé par les « P5 » en vue de la conférence d'examen de 2015. Mais il est important que **tous les Etats possédant des armes nucléaires** – et pas seulement les cinq Etats parties au TNP dotés de l'arme nucléaire – réalisent **des progrès tangibles** sur la voie du désarmement nucléaire.

Le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont inextricablement liés. Cette réalité doit se traduire par des paroles et des actes susceptibles de renforcer la crédibilité du TNP. Une dimension ne doit pas devenir l'otage de l'autre. La communauté internationale doit non seulement intensifier ses efforts en matière de désarmement mais également en matière de **non-prolifération**, car **toute nouvelle dissémination** de ces armes **constituerait** une menace pour la paix et la sécurité internationales.

Le respect du régime de non-prolifération est fondamental pour assurer la viabilité du TNP. La récente rencontre de Genève entre l'Iran et les E3/EU+3 a mis en place un processus. Nous espérons que celui-ci permettra de résoudre le dossier nucléaire iranien à la satisfaction de toutes les parties impliquées. Cela aurait des retombées positives sur la Conférence d'examen de 2015 et pourrait grandement contribuer à créer un climat plus propice à la réalisation de progrès dans le désarmement et la non-prolifération nucléaires.

Une autre priorité sera de redoubler les efforts déployés pour préserver **l'intégrité et la crédibilité du système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)**. Les progrès notables réalisés pour que les accords de garanties généralisées, assortis d'un protocole additionnel, deviennent la norme en matière de vérification, sont encourageants. La Suisse soutient par ailleurs les efforts de l'AIEA en vue d'élaborer le dénommé « State-level concept », un concept de contrôle prenant en considération des facteurs spécifiques à chaque catégorie d'Etats, sans discrimination.

Sur ce point, nous soutenons aussi les efforts réalisés par l'AIEA et d'autres processus tels que le Sommet sur la sécurité nucléaire visant à maintenir une **sécurité effective sur toutes les matières nucléaires, y compris les matières nucléaires utilisées à des fins militaires**.

Monsieur le Président,

Depuis la dernière réunion de cette commission, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a procédé à des tirs de missiles et à un nouvel essai nucléaire, qui ont été fermement condamnés par notre pays. La Suisse appelle à une **rapide entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)**. Cela marquerait une avancée essentielle vers la réduction et, à terme, l'élimination des armes nucléaires, en restreignant leur développement et leur perfectionnement. La Suisse appelle tous les Etats, en particulier les **Etats de l'Annexe 2** qui ne l'ont pas encore fait, à signer et ratifier le TICE au plus vite.

L'actuel régime nucléaire devrait par ailleurs être renforcé et complété par un **traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires**. Un tel traité aurait pour vocation d'enrayer la prolifération verticale et horizontale et de contribuer au désarmement nucléaire. La recherche d'un compromis sur la portée d'un tel traité ne doit pas être posée comme préalable au commencement de négociations.

Monsieur le Président,

Préoccupée par l'absence de progrès en matière de désarmement nucléaire et par les conséquences catastrophiques sur le plan humanitaire qu'aurait tout recours à l'arme nucléaire, l'Assemblée générale a décidé l'année dernière de créer un **groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, aux fins de l'avènement définitif d'un monde sans armes nucléaires**.

Le groupe de travail a servi de plate-forme pour étudier divers aspects du désarmement nucléaire. Il a été marqué par des discussions interactives et a souligné la volonté des Etats de s'engager de manière constructive afin de faire progresser le désarmement nucléaire. Il en est ressorti un **document substantiel, fruit d'un consensus, contenant un nombre significatif de propositions sur la voie à suivre**. En particulier, diverses approches ont été identifiées pour progresser vers le désarmement nucléaire. Un certain nombre d'éléments politiques et juridiques qui seraient nécessaires à court, moyen et long termes pour instaurer et préserver un monde sans armes nucléaires ont été identifiés. Ces propositions et de nombreuses autres doivent faire l'objet de **réflexions et de travaux complémentaires**. Elles devraient éclairer les actions à entreprendre pour les futures initiatives de désarmement nucléaire. Quant à la manière dont le groupe de travail a mené ses travaux, celle-ci devrait servir de source d'inspiration à tous les Etats membres.

Monsieur le Président,

Pour conclure, la Suisse s'associe pleinement à la **déclaration faite plus tôt par le Nigeria au nom du De-Alerting Group**.

Nous nous associons également à la **déclaration conjointe qui sera prononcée par la Nouvelle-Zélande au sujet des conséquences catastrophiques des armes nucléaires**. L'appui politique dont bénéficie cette déclaration ainsi que celles qui l'ont précédée démontre l'écho grandissant que rencontre la dimension humanitaire. La communauté internationale a un intérêt commun à travailler à l'unisson pour garantir que ces armes inhumaines ne seront jamais plus utilisées, en aucune circonstance.

Je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Mr Chairman,

Since the adoption of the conclusions and recommendations for follow-on actions of the 2010 Review Conference of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), the **humanitarian dimension** has gained increasing importance.

We are pleased that the facts-based discussions on the immediate and long-term humanitarian impact of the use of nuclear weapons which were begun by States, together with International and Non-governmental Organisations, at the **Conference in Oslo** earlier this year will be continued and deepened next year in **Mexico**.

These discussions underscore the **real need to make meaningful progress** in both disarmament and non-proliferation. We hope they will **draw greater attention and political will in various fora** to the need to address the global challenge posed by nuclear weapons.

Switzerland is convinced that focusing on nuclear weapons' effects and the unacceptable human suffering they would cause will contribute to reinforcing the **taboo associated with these weapons**, and most importantly to extending forever the non-use of nuclear weapons since 1945.

Furthermore, we hope that the humanitarian dimension can advance the conceptual discussion on how to put nuclear weapons on an equal footing with other weapons of mass destruction which are already subject to comprehensive global prohibitions due to their unacceptable impact. It is encouraging to see that **civil society** has been playing a successful role, and we recognise its importance in moving this issue forward.

Mr Chairman,

The **High-level Meeting of the General Assembly on Nuclear Disarmament** of 26 September illustrated that a **collective and systematic effort** will be required to address the risks posed by nuclear weapons. And this in particular in three dimensions:

- Existing obligations and **agreements must be implemented faithfully** and translated into concrete action.
- Complementary to the existing instruments, we need **stronger and more far-reaching agreements**.
- Functioning multilateral fora are needed to reach new agreements: it is therefore vital to **revitalise existing institutions and make available new, innovative frameworks and settings**.

Mr Chairman,

Upholding the non-proliferation regime based on the NPT is key. Fully implementing the outcome of NPT Review Conference is particularly important to sustain the credibility of the treaty. Of particular importance is the **follow-up to the outcomes of the 2010 and previous NPT Review Conferences**.

A crucial factor in this regard is to make progress regarding the establishment of a **zone free of nuclear weapons and of other weapons of mass destruction in the Middle East**. The strong international response to the recent use of chemical weapons in Syria should be a unique opportunity for moving this ambitious project forward. We continue to fully support the efforts by the Finnish facilitator to hold a conference in Helsinki as soon as possible. This is vital for the Middle East region and for the NPT regime. And it is important because additional nuclear weapon free zones are key building blocks for a world without nuclear weapons.

We are concerned that large parts of the **2010 NPT Action Plan** have yet to be implemented. Specifically, the disarmament-related goals are far from being achieved. We therefore encourage the Nuclear Weapon States, in view of their **reports due in 2014**, to step up their efforts. In particular, we encourage them

- to rethink the role of nuclear weapons in their security doctrines;
- to reduce their reliance on nuclear weapons;
- to lower alert levels if they keep nuclear weapons ready to be launched within minutes;
- to cease to modernise their systems; and – of course –
- to further reduce arsenals of all types of nuclear weapons (strategic and non-strategic, deployed and non-deployed).

We have high expectations for concrete progress resulting from the "P5 process" leading up to the 2015 Review Conference. But it is important that not only the 5 NPT Nuclear Weapon States Parties but **all States possessing nuclear weapons make tangible progress** in nuclear disarmament.

Nuclear disarmament and nuclear non-proliferation are inextricably linked. This must be recognised in word and deed in order to reinforce the credibility of the NPT. One dimension must not be held hostage to the other. The international community must not only step up disarmament but also **non-**

proliferation efforts because **any further spread of these weapons** would **threaten** international peace and security.

Compliance with the non-proliferation regime is crucial to ensure the NPT's sustainability: The recent meeting in Geneva between Iran and the E3/EU+3 has established a process. We hope that it will contribute to solve the Iranian nuclear issue to the satisfaction of all the parties involved. This would have a positive impact on the 2015 Review Conference and could contribute significantly to a more conducive atmosphere in disarmament and non-proliferation matters.

Another priority is to step up efforts to protect the **integrity and credibility of the International Atomic Energy Agency (IAEA) safeguards system**. The significant progress in making the Comprehensive Safeguards Agreements and an Additional Protocol the verification standard is encouraging. Switzerland also supports the IAEA's ongoing efforts to develop a State-level concept that will take into account specific factors for each category of States without discrimination.

In this context, we also support the efforts by the IAEA and other processes such as the Nuclear Security Summit to maintain **effective security of all nuclear material, including material used for military purposes**.

Mr Chairman,

Since we last met in this committee, the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) has tested missiles and also conducted another nuclear test, which Switzerland has strongly condemned. Switzerland calls for the **early entry into force of the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty**. It would mark a vital step towards the reduction of and the ultimate goal of eliminating nuclear weapons by constraining their development and qualitative improvement. Switzerland calls on all States, in particular the **Annex 2 States** that have not yet done so, to sign and ratify the Treaty without further delay.

A **treaty on fissile material for nuclear weapons** is needed to strengthen and complement the existing nuclear regime. Such a treaty should halt vertical as well as horizontal proliferation and contribute to nuclear disarmament. Reaching an understanding on the scope of such a treaty should not be made a precondition for beginning negotiations.

Mr Chairman,

Concerned about the lack of progress in nuclear disarmament and the catastrophic humanitarian consequences of any use of nuclear weapons, the General Assembly decided last year to establish an **Open-ended Working Group to develop proposals to take forward multilateral nuclear disarmament negotiations for the achievement and maintenance of a world without nuclear weapons (OEWG)**.

The OEWG provided a platform to explore various aspects of nuclear disarmament. It was characterised by interactive discussions and underlined the willingness of States to engage constructively in order to move nuclear disarmament forward. It resulted in a **substantial consensus-based outcome containing a number of significant proposals as to the way forward**. In particular, various approaches towards nuclear disarmament were identified. A number of political and legal elements that would be necessary in the short, medium and long-term to achieve and maintain a world without nuclear weapons were identified. These and many other proposals need **further consideration and work**. They should inform future nuclear-disarmament efforts. Moreover, the way the OEWG conducted its work ought to be a source of inspiration for all Member States.

Mr Chairman,

To conclude, Switzerland fully associates itself with **the statement made earlier by Nigeria on behalf of the De-Alerting Group**.

We are also associating ourselves with **joint statement to be delivered by New Zealand later in this session on the catastrophic consequence of nuclear weapons**. The political support for this statement and those that preceded it demonstrates the growing resonance of the humanitarian focus. The international community has a common interest in working together to ensure that these inhumane weapons are never used again, under any circumstances.

Thank you for your attention.